

Déclaration commune de MM. François Hollande, Président de la République, et Matteo Renzi, Président du Conseil de la République italienne, et de Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, sur la décision des Britanniques par référendum de quitter l'Union européenne et sur la relance de la construction européenne, à Berlin le 27 juin 2016.

LE PRÉSIDENT : Mesdames, Messieurs, je voudrais d'abord remercier Angela MERKEL pour son accueil aujourd'hui. Nous avons convenu, c'était à Verdun lors d'une cérémonie particulièrement émouvante, Angela et moi-même, de nous retrouver avant le Conseil européen et nous avons trouvé aussi tout à fait nécessaire d'associer Matteo RENZI à cette préparation et à cette réunion car nous sommes les trois grands pays de l'Union européenne. Avec bien sûr le Royaume-Uni, mais le Royaume-Uni a pris une décision. C'était un référendum qui avait été annoncé depuis déjà longtemps. L'Union européenne et nous y avons travaillé ensemble avait cherché à trouver les bonnes formules pour que le peuple britannique puisse répondre favorablement à la question qui lui était posée et nous avons eu le résultat. C'est donc la sortie qui l'a emporté. Nous regrettons profondément ce choix, même s'il a été partagé par 52%, ça veut dire que 48% voulaient rester et notamment beaucoup de jeunes. Nous le regrettons parce que le Royaume-Uni est un pays ami, allié et qui est géographiquement, historiquement en Europe. Mais nous devons respecter cette décision. C'est notre devoir par rapport à un peuple qui s'est exprimé, une consultation qui a eu lieu et un débat qui a été particulièrement long et qui nous a d'ailleurs occupé nous aussi au plan de nos réunions européennes.

Mais nous devons faire preuve dans ce moment, à la fois de tristesse, mais aussi de responsabilité car c'est la nôtre. La responsabilité, c'est de ne pas perdre de temps. Ne pas perdre de temps ni pour traiter convenablement la question du départ du Royaume-Uni, ne pas perdre de temps non plus pour traiter la question de la nouvelle impulsion que nous devons donner à la nouvelle Union européenne donc à 27.

Pourquoi ne pas perdre de temps ? Parce que rien n'est pire que l'incertitude. L'incertitude génère des comportements politiques souvent irrationnels. L'incertitude génère aussi des comportements financiers qui peuvent être également irrationnels. C'est déjà le Royaume-Uni qui en fait l'expérience et elle est douloureuse et au plan politique et au plan financier. Mais il ne faut pas qu'il y ait de conséquences sur l'Europe car l'Europe est solide, l'Europe est forte et l'Europe est un projet qui doit se poursuivre même si des modifications doivent intervenir et des priorités être réaffirmées.

Alors ne pas perdre de temps, c'est comme il a été dit par Angela, faire en sorte que la notification par les Britanniques intervienne le plus rapidement possible. au'il n'y ait pas de pré-

immédiatement par les Britanniques intervienne le plus rapidement possible, qu'il n'y ait pas de pré-négociations avant cette notification et une fois qu'elle sera prononcée, qu'elle sera transmise aux institutions européennes, d'avoir cette phase de négociations au titre de l'article 50. C'est mieux pour l'ensemble de l'Europe d'avoir cette procédure et qu'elle intervienne le plus tôt possible.

Nous comprenons bien la situation politique aussi au Royaume-Uni et nous devons là encore faire preuve de respect mais il y a aussi un respect que nous devons attendre de la part du Royaume-Uni à l'égard de ce que nous sommes, c'est-à-dire l'Union européenne.

Nous garderons de toute manière des relations fortes avec le Royaume-Uni et nous avons, notamment pour la France, des accords de défense. Nous avons aussi tous ensemble des relations politiques, économiques, commerciales qui demeureront.

Nous ne devons pas perdre de temps non plus pour donner une nouvelle impulsion sur les priorités concrètes. Il ne s'agit pas de refaire l'Europe. L'Europe, elle se fait, elle ne se refait pas et elle doit se construire, elle n'a pas besoin de se reconstruire et elle doit continuer à se bâtir mais en se concentrant sur les priorités essentielles et en mettant en œuvre rapidement des mesures concrètes.

Angela a cité les quatre priorités, nous nous retrouvons avec Matteo parfaitement sur ces priorités-là, nous en avons discuté : sécurité, protection des frontières, lutte contre le terrorisme, capacité à pouvoir nous défendre ensemble et c'est une dimension très importante pour la protection, ce que les Européens attendent de l'Europe. Deuxième priorité : la croissance, l'emploi, avec le soutien à l'investissement et notamment par rapport au numérique, par rapport aux enjeux de la transition énergétique, nous avons beaucoup à faire et beaucoup mieux à faire que ce que nous avons pour l'instant engagé avec une autre priorité qui est très liée à la précédente, c'est la jeunesse et nous devons prendre des mesures concrètes dans les mois qui viennent pour que la jeunesse ait encore davantage confiance dans l'Europe notamment pour les échanges, notamment pour la mobilité, notamment pour la formation et bien sûr pour l'emploi. Enfin, il y a dans la Zone Euro, nous appartenons à la Zone Euro, nous savons qu'il y a des pays qui ne sont pas dans la Zone Euro, nous les respectons aussi, mais il y a une harmonisation fiscale et sociale à mener ensemble dans la Zone Euro et cela fait partie aussi de nos priorités. Et puis, il y aura toujours cette question : Comment mieux faire fonctionner l'Europe ? Comment lui donner plus de rapidité, plus de souplesse, plus de clarté pour les peuples ? Cela fait partie aussi des discussions que nous aurons dans les prochaines semaines.

Ne pas perdre de temps, ça veut dire qu'au mois de septembre, nous aurons, si le Conseil européen retient ce calendrier, un travail qui pourra être déjà présenté.

Voilà, je l'ai dit, ce qui compte, c'est la clarté, la rapidité et c'est l'unité. Si nous sommes clairs, si nous sommes rapides, je ne doute pas que nous serons unis.